

RÉFUGIÉS

VOLUME 3 • NUMÉRO 140 • 2005

Après
le silence
des
armes

DO NOT
FORGET
'93

DP/23794*2005



SERBIE : femme de Sarajevo commençant une nouvelle vie à Belgrade.

DP/24134*2005



SERBIE : famille croate ayant demandé la nationalité serbe.

DP/22922*2005



BOSNIE : famille de réfugiés du Kosovo en Bosnie.

DP/21160*2005



BOSNIE : femme croate ayant refusé de quitter la Republika Srpska pendant la guerre.



BOSNIE : paysan serbe revenu dans la région de Sarajevo.

DP/21656*2005

Images des Balkans 2005



BOSNIE : veuves du massacre de Srebrenica n'attendant qu'une chose : retourner chez elles.

DP/22484*2005

UNE MOSAÏQUE DE DESTINÉES



BOSNIE : cette famille musulmane a retrouvé sa maison dans une région aujourd'hui sous contrôle serbe.

DP/21074*2005



DP/22689*2005

BOSNIE : rapatriés croates à Mostar,



CROATIE : retour d'une famille croate ayant fui les milices serbes en 1991.

DP/20998*2005



CROATIE : cette rapatriée serbe attend toujours de récupérer sa maison.



BOSNIE : réfugié croate continuant de vivre et de travailler sur les terres d'un réfugié.

DP/21790*2005



CROATIE : famille croate de Bosnie installée en Croatie.



DP/22784*2005



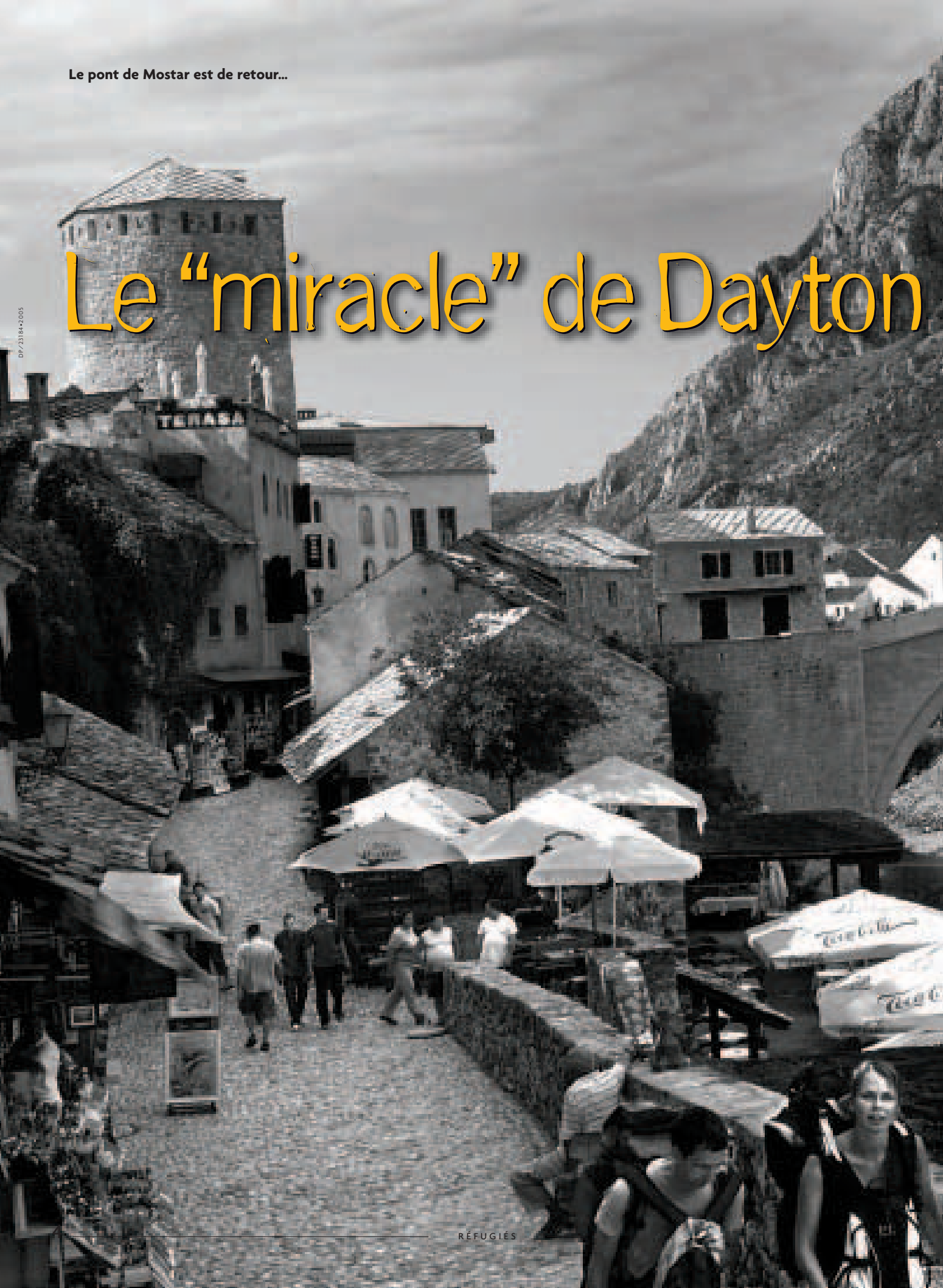
BOSNIE : famille serbe vivant dans une région de Bosnie à majorité musulmane.

DP/20991*2005

Le pont de Mostar est de retour...

Le "miracle" de Dayton

07/2014-2005





-10 ans après

**“LE PONT, DANS TOUTE SA BEAUTÉ ET SA GRÂCE, AVAIT ÉTÉ
CONSTRUIT POUR TRANSCENDER NOS DESTINÉES INDIVIDUELLES,
À L’IMAGE DE L’ÉTERNITÉ”**

PHOTOGRAPHIES DE VINCENT WINTER



Les années de guerre :

Une passerelle de fortune remplace le pont de Mostar détruit.

Bosniaques capturés par des Serbes.

A l'abri des tirs de snipers serbes, dans un fossé boueux ou derrière des véhicules blindés de l'ONU.

PAR RAY WILKINSON

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE avait fait construire ce chef-d'œuvre de l'architecture du XVI^e siècle pour faire ressortir tout l'éclat de son règne. Les pierres de son arche, qui enjambait si hardiment la rivière Neretva, avaient paraît-il été maçonnées avec un mortier enrichi de délicats blancs d'œuf et de crins de cheval. Depuis des siècles, il enchantait historiens, touristes et croyants, qui l'admiraient non seulement pour sa beauté, mais aussi parce qu'il symbolisait la tolérance religieuse et culturelle. N'avait-il pas survécu aux empires ottoman et austro-hongrois, au royaume yougoslave et au régime communiste ?

Par une froide journée de novembre 1993, le général croate Slobodan Prljak s'arrêta devant le pont de Mostar, joyau niché au cœur de cette Bosnie-Herzégovine qui venait de proclamer son indépendance. Pour lui, ce n'était pas un trésor de l'humanité. Plutôt un obstacle à l'un des projets les plus abjects du XX^e siècle : le nettoyage ethnique, autrement dit la déportation ou le massacre des populations locales dites inférieures.

"C'est juste un vieux pont", laissa-t-il tomber en or-

donnant à son artillerie de détruire l'élégant ouvrage et onze autres monuments historiques avoisinants pour poursuivre son offensive contre les Bosniaques musulmans.

Les vénérables pierres allèrent s'écraser dans les eaux tumultueuses et glacées de la Neretva. La journaliste croate Slavenka Drakulic, qui rapporta cette scène, en est encore bouleversée. "Pourquoi l'image de ce pont détruit est-elle encore plus insupportable que celle des massacres ?, s'interroge-t-elle. Parce que la mort fait partie de la vie. Mais la destruction d'un monument de notre civilisation, c'est tout autre chose. Le pont transcendait nos destinées individuelles."

Comme tous les autres épisodes tragiques d'un cauchemar qui allait durer presque quatre ans, le pont de Mostar et sa destruction brutale sont devenus le symbole non plus de l'entente entre les peuples, mais de la vague d'intolérance et de barbarie qui ensanglanta la région des Balkans au début des années 90.





Tout comme les autres épisodes tragiques de cette guerre, la destruction du pont de Mostar est devenue le symbole de la vague **d'intolérance et de barbarie** qui ensanglanta les Balkans.

UN ACTEUR CLÉ

TOUT AVAIT ÉTÉ SI DIFFÉRENT pendant quarante ans. Josip Broz, dit Tito, qui s'était emparé du pouvoir vers la fin de la Seconde Guerre mondiale à la tête des résistants communistes, avait fait de la Yougoslavie un pion essentiel sur

l'échiquier politique mondial et avait su ménager les susceptibilités du grand frère soviétique, des socialistes, des pays occidentaux et du Tiers-Monde.

Mais en 1980, à la mort de Tito, les vieilles tensions ethniques, politiques, économiques et religieuses resurgissent, et l'unité yougoslave commence à se lézarder. En 1991, après dix années de tensions régionales croissantes, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance et sortent de l'orbite du gouvernement

de Belgrade, dominé par les Serbes. Des conflits localisés éclatent en Croatie. La Bosnie-Herzégovine proclame à son tour son indépendance en 1992, provoquant une guerre ouverte entre Croates, Serbes et Bosniaques musulmans.

Plusieurs centaines de milliers de personnes sont tuées durant les trois années d'affrontements et de guerres de factions qui s'ensuivent. Les forces serbes massacrent près de 8000 hommes et jeunes garçons musulmans dans une obscure petite ville appelée Srebrenica – la pire atrocité jamais commise en Europe depuis

UNIKR/V. HOLMANN/CS/BIH-1996



UNIKR/C. GALBE/CS/BIH-1995





DP/21829-2005

Il faut creuser de nouvelles tombes pour les cadavres récemment identifiés des victimes du massacre de Srebrenica en 1995.

la fin de la Seconde Guerre mondiale. On voit apparaître des camps de concentration. La moitié de la population bosniaque – hommes, femmes, enfants, vieillards et handicapés – est expulsée. L'expression « nettoyage ethnique » entre dans le vocabulaire international. Les infrastructures de la Bosnie – usines, ponts, routes, écoles, maisons, centrales électriques et barrages – sont en grande partie détruites. En Croatie, des villes et des villages entiers sont rayés de la carte.

Le HCR, désigné pour coordonner les secours humanitaires, lance l'opération la plus ambitieuse et la plus complexe de toute son histoire : un programme d'aide pour plus de 3,5 millions de personnes, et la mise en place d'un pont aérien qui durera trois ans et demi – du jamais vu dans l'histoire humanitaire – pour ravitailler quasi quotidiennement Sarajevo, la capitale bosniaque.

Sarajevo. La ville qui a accueilli les Jeux olympiques d'hiver en 1984. Sarajevo et ses maisons maintenant à moitié détruites où se terrent des gens hagards et terrorisés qui n'osent plus s'aventurer dans les rues à cause des snipers serbes embusqués dans les collines avoisinantes.

Après l'intervention en puissance des Américains et de l'OTAN, le chapitre bosniaque du cauchemar des Balkans se referme enfin dans ce lieu inattendu où les belligérants signent les Accords de paix de Dayton du 21 novembre 1995 : la base militaire américaine Wright-Patterson, dans l'Ohio.

Les armes se taisent. La Bosnie est divisée en deux parties à peu près égales, la Republika Srpska, patrie spirituelle des Serbes, et la Fédération bosno-croate. Aux termes de l'Annexe 7 des Accords de Dayton (voir article page 14), le HCR est de nouveau chargé de coordonner les secours humanitaires. Il s'agit cette fois de rapatrier les civils se trouvant dans des centres d'hébergement insalubres un peu partout dans la région, dans des maisons abandonnées et des immeubles bombardés qu'ils squattent depuis la fuite des propriétaires, et même de faire revenir ceux qui vivent dans des centres d'accueil ou autres logements en Europe ou en Amérique, pour les raccompagner dans un pays truffé de mines, sans infrastructures ou presque, où le travail est rare et les haines encore vives.

A la veille du 10^e anniversaire des Accords de Dayton, qui sera célébré en novembre, la renaissance du

Le HCR est de nouveau chargé de coordonner les civils dans **un pays** truffé de mines terrestres, où

Une brève chronique des BALKANS

1878

Le Congrès de Berlin redessine la carte des Balkans en créant **trois nouveaux États** : la Serbie, le Monténégro et la Roumanie. Les peuples concernés ne sont pas consultés.

28 juin 1914

L'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois, est **assassiné** par un nationaliste serbe lors d'une visite dans la capitale bosniaque de Sarajevo. Cet événement déclenche la Première Guerre mondiale, qui aboutira à la chute des empires autrichien et ottoman. En 1918, surgissant des décombres, la Yougoslavie, ou « **Royaume des Serbes, Croates et Slovènes** » voit le jour.

24 octobre 1944

Durant les derniers soubresauts de la Seconde Guerre mondiale, les partisans de Joseph Broz Tito libèrent Belgrade, la capitale yougoslave, et y instaurent un **régime communiste** qui se maintiendra pendant près d'un demi-siècle.

25 juin 1991

Après la mort de Tito, les vieilles tensions ethniques refont surface. La Croatie et la Slovénie proclament leur **indépendance**. L'armée de la Fédération yougoslave, dominée par les Serbes, riposte en prenant le contrôle de **30 % du territoire croate**. Quelques mois plus tard, le HCR est chargé de diriger l'ensemble des opérations humanitaires dans la région.

3 mars 1992

La Bosnie-Herzégovine proclame son **indépendance**. Les **forces serbes se déploient sur 70 % du territoire bosniaque** et assiègent Sarajevo. Le HCR organise un pont aérien pour ravitailler la ville. Ce pont durera trois ans et demi, du jamais vu dans l'histoire humanitaire.

1991-1995

Des centaines de milliers de personnes sont tuées en quatre années de guerre. Le terme « nettoyage ethnique » est sur toutes les lèvres tandis que les agences humanitaires se mobilisent pour protéger et nourrir quelque 3,5 millions de civils. En Bosnie, les infrastructures sont pratiquement **réduites à néant**.

11 juillet 1995

Les forces serbes massacrent près de 8000 hommes dans l'enclave musulmane de Srebrenica. **Cette**

tuerie, d'une horreur sans précédent en Europe

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, accélère l'intervention des troupes américaines et de l'OTAN.

12 août 1995

La déroute des forces serbes se confirme. La Croatie lance **l'Opération Tempête** et reprend le territoire occupé par les Serbes. Quelque 250 000 d'entre eux fuiront la Croatie durant la guerre.

21 novembre 1995

Les Accords de paix de Dayton mettent fin aux hostilités en Bosnie-Herzégovine. Une force internationale est déployée sous commandement de l'OTAN. Le HCR est désigné **chef de file pour superviser** les diverses opérations humanitaires : rapatriement, ravitaillement et relogement des populations déracinées.

15 janvier 1998

La Croatie reprend pacifiquement le contrôle des dernières zones sous occupation serbe, dans l'est du pays. Pour la première fois de son histoire, elle peut exercer **sa souveraineté** sur l'ensemble de son territoire.

24 mars 1999

Au moment même où l'ex-République yougoslave tente de se relever de la guerre, la situation se dégrade dans la province du Kosovo, où de vives tensions opposent la majorité albanaise et la minorité serbe. Les pourparlers de paix engagés en France échouent, et l'OTAN lance une **offensive aérienne de 78 jours** contre les forces serbes. En l'espace de quelques jours, près de **900 000 Albanais du Kosovo s'enfuient** ou sont chassés vers l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro.

12 juin 1999

Après la signature du plan de paix, les forces de l'OTAN et les troupes russes se déploient au Kosovo. Au cours des semaines qui suivent, pratiquement tous les **Albanais du Kosovo reviennent**. C'est l'un des revirements les plus spectaculaires de l'histoire des réfugiés. Par crainte de représailles, quelque 230 000 Serbes, Roms et autres minorités kosovares prennent la fuite dans la direction opposée, vers la Serbie et le Monténégro. L'administration civile de l'ONU (la MINUK) est chargée d'administrer le Kosovo.

11 décembre 1999

Un vent nouveau souffle sur les Balkans. Après la mort de Franjo Tudjman, l'homme fort de la Croatie, Zagreb accède à **la démocratie**. A Belgrade, Slobodan Milosevic perd les élections présidentielles d'octobre 2000. Le 28 juin 2001, il est remis au Tribunal pénal international de La Haye où il sera jugé pour crimes de guerre.

Février 2001

Des troubles éclatent dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Ils provoquent **l'exode de plus de 150 000 personnes**, essentiellement vers le Kosovo voisin. En août, les belligérants signent un accord de paix et les habitants commencent à rentrer chez eux.

4 février 2003

Le Parlement de Belgrade adopte la charte constitutionnelle d'un nouvel Etat, la Serbie-et-Monténégro. C'est la **fin officielle** de la République fédérative de Yougoslavie, qui n'aura pas résisté aux guerres des Balkans des années 90.

Juillet 2004

La Bosnie franchit une étape clé de sa renaissance : le retour au pays de la **millionième personne déracinée** par la guerre.

Janvier 2005

Avec l'appui du HCR, de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie-et-Monténégro s'engagent à régler la question des réfugiés et déplacés internes avant la **fin de 2006**.

Septembre 2005

Plus de deux millions de personnes chassées par les guerres des années 90 sont rentrées. Mais quelque **620 000 civils attendent toujours de regagner leur foyer**, le problème majeur étant le retour des Serbes et des autres minorités au Kosovo. Le HCR a mobilisé environ 500 millions de dollars pour appuyer le processus de Dayton engagé voilà maintenant 10 ans. Depuis quelques années, après avoir été le chef de file de l'aide humanitaire pendant et après les troubles, l'agence se retire progressivement de la région.

les secours humanitaires — cette fois pour rapatrier le travail est rare et les haines encore vives.



DP/21234*2005 DP/23026*2005

Environ 2,5 millions de personnes sont retournées chez

Ces dernières années dans les Balkans, les régions dites minoritaires ont vu leurs habitants revenir.

Fermier croate dans la Republika Srpska, en Bosnie.

Retrouailles familiales pour ces Bosniaques, dont une partie vit maintenant aux Etats-Unis, dans leur maison reconstruite, à Stolac, ancien bastion croate près de Mostar.

Le pont de Mostar illustre avec éloquence le chemin parcouru en dix ans et permet de mesurer à la fois les progrès et les lenteurs de la guérison de cette partie sud-est de l'Europe.

Le pont et les immeubles avoisinants ont été reconstruits avec fidélité dans le cadre d'une opération internationale de sauvetage de plusieurs millions de dollars. Des pierres ont été récupérées dans le lit de la rivière, et celles qui manquaient ont été extraites de la même carrière que les anciennes. La passerelle provisoire qui reliait les deux rives, symbole de guerre et de division, a été démontée.

Les habitants de Sarajevo et des touristes de plus en plus nombreux se pressent aux terrasses plantées de parasols aux couleurs vives où l'on sert les spécialités locales — *cevapi* (saucisse), *jagnjetina* (agneau) et *silovane paprike* (poivrons farcis) — arrosées de robustes eaux-de-vie. Les enfants se baignent dans la Neretva pour échapper à la canicule estivale. Des rires et des bribes de musique ricochent entre les berges escarpées.

Aujourd'hui, rares sont ceux qui s'arrêtent devant la petite plaque posée à l'entrée du pont, surmontée des restes d'une roquette et portant ces simples mots : «Remember '93.»

Mais à quelques rues de là, l'histoire nous saute en plein visage avec ces rangées fantomatiques d'immeubles éventrés et criblés d'éclats d'obus, trop coûteux à restaurer — à supposer que les autorités en aient l'intention...

A Mostar et ailleurs, les optimistes comme les pessimistes ne manquent pas d'arguments pour vanter ou déplorer ce qui s'est passé dans la région au cours des dix dernières années.

LA RENAISSANCE DES BALKANS

CES DERNIÈRES ANNÉES, quelque 2,5 millions de déracinés sont rentrés chez eux et d'autres, environ 650 000, se sont installés à titre permanent à l'étranger et ne figurent plus sur les registres du HCR et des autres organisations humanitaires.

Plus d'un million de personnes sont rentrées en Bosnie après la signature des Accords de Dayton, dont près de la moitié dans des zones où elles sont désormais ethniquement minoritaires — le point le plus sensible et le plus épineux de tout le projet de rapatriement.

Cinq milliards de dollars d'aide ont été injectés dans le pays durant les premières années de paix. La moitié environ des 500 000 maisons détruites pendant la guerre ont été reconstruites ou remplacées. Quelque 200 000 contentieux immobiliers ont été réglés à l'amiable.

Comme le pont de Mostar, Sarajevo a repris vie et a retrouvé ses rues animées, ses boutiques élégantes et ses restaurants, même si, au centre-ville, quelques carcasses d'immeubles témoignent d'un passé aux cicatrices encore fraîches.



elles dans les Balkans au cours des dernières années.

Les incidents graves étant devenus rares, l'effectif de la mission internationale de maintien de la paix a été ramené de 69 000 à 7 000 hommes.

En 1998, la Croatie a récupéré la dernière partie de son territoire occupée par les forces yougoslaves depuis le début de la guerre, mettant ainsi fin, de manière pacifique, au conflit qui l'opposait à son voisin.

Le gouvernement de Zagreb, accusé par de nombreux détracteurs de ne tolérer que du bout des lèvres le retour des Croates d'origine serbe, a pour sa part souligné le fait qu'il avait accueilli plus de 130 000 rapatriés en dix ans et facilité le retour de 240 000 personnes déplacées.

La Yougoslavie, qui prendra plus tard officiellement le nom de Serbie-et-Monténégro, n'abrite plus que quelque 150 000 réfugiés, soit deux tiers de moins qu'en 1996. Plus de 100 000 personnes ont réintégré la Croatie et la Bosnie et 116 000 réfugiés ont répondu favorablement à l'invitation de Belgrade, qui leur offre la possibilité de s'installer définitivement en Serbie-et-Monténégro et d'être naturalisés.

La communauté internationale a salué cette bonne volonté en approuvant un premier programme d'aide économique d'un montant de 1,3 milliard de dollars.

Les retours massifs enregistrés dans les trois pays signifient que les Serbes, les Croates et les Bosniaques (musulmans) sont de nouveau appelés à vivre et travailler côte à côte.



Jeune Serbe près de Knin, de retour de la Serbie.

(Alors que le calme était déjà revenu dans le nord des Balkans, d'autres conflits ethniques ont éclaté plus au sud – en 1998 dans la province serbe du Kosovo, et en 2001 dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Ils ont déclenché des exodes de grande ampleur – on a parlé de plus d'un million de personnes – mais de courte durée, voir article page 26).

La démocratie l'emporte sur les régimes autoritaires de Belgrade et Zagreb et l'ancien dirigeant yougoslave



Ces trois femmes originaires de Croatie et de Bosnie n'ont pour tout avenir qu'une maison de retraite près de Belgrade, capitale de la Serbie.

Slobodan Milosevic est transféré à La Haye, où il est actuellement jugé pour crimes de guerre.

En janvier, sous l'égide du HCR, de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les gouvernements de la Bosnie, de la Croatie et de la Serbie-Monténégro signent l'Accord de Sarajevo, dit «Initiative 3x3», par lequel ils s'engagent à régler la question des déplacements de population dans leurs pays respectifs avant la fin 2006.

Le HCR peut ainsi boucler la mission de coordination de l'aide humanitaire que lui ont assigné les Accords de Dayton. Il a dépensé 500 millions de dollars en opérations de protection et d'assistance. C'est la fin d'une époque particulièrement marquante tant pour le Haut Commissariat que pour la région.

Paddy Ashdown, ancien député libéral au Parlement britannique et Haut représentant de la communauté internationale en Bosnie, qui se qualifie lui-même d'op-



Il y aurait
dans les Balkans
quelque **620.000**
déracinés qui
voudraient bien
rentrer chez
eux, mais qui n'ont
plus **rien ni**
personne où
retourner.

la guerre, à toutes ces souffrances, à toutes ces morts. Rien d'autre ne comptait.”

LES LIMITES DU MIRACLE

DANS UNE MAISON DE RETRAITE de la banlieue de Belgrade, trois septuagénaires partagent une minuscule chambre à coucher, où chacune dispose d'un lit en fer et d'une table de chevet. Deux viennent de la région de Knin, en Croatie, la troisième de Gorazde, en Bosnie. Toutes trois sont d'origine serbe. Chassées de chez elles par la guerre, elles ont trouvé un asile temporaire en Serbie. Elles ont perdu leur mari, leurs enfants et tout ce qu'elles possédaient.

Draginja Matijas, 78 ans, s'est enfuie de sa petite ferme en 1995, pensant y retourner quelques jours plus tard. “Eh voilà, je suis toujours là. Et je n'ai plus

timiste réaliste, n'hésite pas à parler de miracle à propos de l'après-Dayton. “Le miracle de la Bosnie, c'est le chemin parcouru en dix ans, explique-t-il. Un habitant sur seize a été tué, soit plus qu'en France pendant la Seconde Guerre mondiale, et la moitié des maisons ont été détruites.”

Un humanitaire qui a vécu le siège de Sarajevo est tout aussi catégorique quant aux résultats des Accords: “Nous aurions pactisé avec le diable pour mettre fin à

que ça”, soupire-t-elle en montrant son sac à main. “C'est tout ce que j'ai”, répète-elle en pleurant. “Je suis vieille et je vais mourir ici.” Ses deux compagnes opinent de la tête.

Il y aurait dans les Balkans encore quelque 620 000 déracinés qui voudraient bien rentrer chez eux, mais certains, comme les trois vieilles dames et les autres victimes collatérales de toute guerre, n'ont plus rien ni personne.



Une Serbe qui vit encore en exil

Organiser le **retour** des réfugiés

LES ACCORDS DE PAIX DE DAYTON mettent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine. Ils sont **paraphés** par les dirigeants de tous les pays de la région — Bosnie-Herzégovine, Croatie et République fédérale de Yougoslavie — sur la base militaire américaine Wright-Patterson de Dayton, dans l'Ohio, le 21 novembre 1995, puis signés officiellement à Paris le 14 décembre de la même année.

Aux termes de cet accord-cadre, les parties s'engagent à **respecter l'égalité souveraine de chacune d'entre elles, à maintenir le cessez-le-feu** en Bosnie, à **retirer ses forces armées** derrière les lignes de démarcation agréées, à adopter une **nouvelle constitution** et à organiser des élections présidentielles et législatives.

Sarajevo, la **capitale, est réunifiée** et un gouvernement central est mis en place mais, et ce sera là l'un des points les plus controversés des Accords, la

Bosnie-Herzégovine est divisée en **deux entités distinctes** censées correspondre à la réalité ethnique du pays, à savoir la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) et la Fédération bosno-croate.

En 1991, au début des guerres des Balkans, le Secrétaire général de l'ONU charge le HCR de coordonner l'action humanitaire internationale engagée pour faire face à la crise. En 1995, aux termes des Accords de Dayton, le HCR est de nouveau désigné, cette fois **pour organiser le rapatriement des millions d'hommes, de femmes et d'enfants** déracinés par les hostilités. Bien que concernant spécifiquement la Bosnie-Herzégovine, les Accords de Dayton auront des incidences politiques, militaires et humanitaires dans toute la région des Balkans.

L'**annexe 7** des Accords traite de la question des réfugiés et personnes déplacées. Elle contient

notamment les dispositions suivantes :

■ *En sa qualité d'organisation chef de file, le HCR est chargé de coordonner les activités de toutes les organisations participant aux opérations de rapatriement, et d'élaborer un plan favorisant le retour progressif et dans les meilleurs délais des réfugiés et des personnes déplacées.*

■ *Tous les réfugiés et personnes déplacées ont le droit de regagner librement leur lieu d'origine. Ils ont le droit de récupérer les biens qu'ils ont perdus depuis le début des hostilités en 1991 et d'être indemnisés pour tout ce qui ne peut leur être restitué.*

■ *Les rapatriés doivent pouvoir rentrer chez eux sans s'exposer à des risques de harcèlement, d'intimidation, de persécution, de discrimination, fondés notamment sur leur origine ethnique, leurs*

croyances religieuses ou leurs opinions politiques.

■ *Les parties conviennent d'abroger toutes législations et pratiques administratives à visée discriminatoire ; de prévenir, à travers les médias et par d'autres moyens, l'incitation à l'hostilité ou à la haine raciale ou religieuse ; de protéger les minorités et leur accès aux organisations humanitaires ; de poursuivre, limoger ou muter tout fonctionnaire qui viole les droits fondamentaux des minorités.*

■ *Les parties s'engagent à créer les conditions politiques, économiques et sociales requises pour encourager les retours et la réintégration, et, élément essentiel, les Accords mettent en place une Commission des réfugiés et des personnes déplacées pour régler les réclamations et contestations foncières, dont le nombre pourrait atteindre des centaines de milliers.*



DP/22838•2005

DP/23922•2005

qualifie Dayton de “catastrophe annoncée”.

D'autres sont toujours les otages des méandres de la politique régionale. Lorsque les Kosovars d'ascendance albanaise reviennent au Kosovo en 1999 après le retrait des militaires et policiers serbes, ils découvrent que des dizaines de milliers de leurs concitoyens d'origine serbe et d'autres minorités, craignant d'éventuelles représailles de leurs voisins, prennent panique et fuient avec les troupes.

Il y aura quelques retours par la suite, mais pendant que la communauté internationale, la Serbie et les Kosovars ergotent sur le devenir de la province – indépendance pure et simple ou statut d'autonomie au sein de la Serbie – 250 000 personnes sont dans un vide juridique puisqu'elles sont déplacées à l'intérieur de la Serbie et n'ont guère envie de miser leur avenir en retournant au Kosovo.

La région des Balkans est confrontée à d'autres problèmes colossaux. L'aide étrangère a beaucoup diminué et l'économie régionale doit affronter deux défis majeurs, d'une part se relever d'une guerre dévastatrice, d'autre part prendre le virage de l'économie de marché, après des décennies de dirigisme social-communiste.

Le taux de chômage stagne autour des 30%, avec des pics à 80% dans certaines régions. Près de la moitié de la population bosniaque vit sous le seuil de la pauvreté, environ 50% n'ont pas accès aux soins et 18% sont privés d'électricité. Une bureaucratie pléthorique – cinq présidents, deux premiers ministres, 13 ministres de l'éducation pour les différentes structures de pouvoir – absorbe 60% du PIB.

Si les discriminations les plus flagrantes ont dis-

paru, une certaine injustice demeure présente, quoique moins apparente, en matière d'emploi, de soins médicaux ou de scolarisation.

Beaucoup de Bosniaques, en particulier les rapatriés, n'ont pour seul moyen de subsistance qu'une vache et un petit potager. “Ces gens-là sont des magiciens. Je ne comprends pas comment ils arrivent à tenir le coup semaine après semaine”, commente une humanitaire qui partage leur quotidien.

La sécurité a beau s'être considérablement améliorée, il y a encore au moins 10 000 criminels de guerre en liberté en Bosnie, dont Radovan Karadzic et Ratko Mladic, les cerveaux présumés du massacre de Srebrenica et autres atrocités.

Même là où les minorités sont revenues, seule une personne sur deux a pu réintégrer son domicile d'avant la guerre. Et si ces rapatriés *coexistent* de nouveau avec leurs anciens voisins devenus leurs ennemis, on ne peut pas dire qu'ils *cohabitent* comme naguère.

“Je suis retournée à Mostar une fois”, déclare une femme qui vit maintenant dans la banlieue de Belgrade. “En me voyant, mon ancien voisin m'a dit : « Qu'est-ce tu fais ici ? Pour moi, tu n'existes plus. » Je n'ai donc plus rien à espérer là bas.”

En 2004, le Haut Commissaire Ruud Lubbers avait prévenu le Comité exécutif du HCR qu'on ne pourrait sans doute jamais réunir toutes les pièces du puzzle balkanique. “Aidons celles et ceux qui aspirent à rentrer chez eux, mais cessons de nous bercer de vaines illusions en espérant rapatrier tous les déracinés”, déclara-t-il à l'époque.

La vie n'est pas facile pour les familles revenues vivre dans leurs villages en ruines au cœur de la Bosnie.

Navenka Bodioga, originaire de Sarajevo, a décidé de rester en Serbie.



© SALGADO/SCG•1995

Knin 1995 : l'exode des Serbes.

Pour certains, les Accords de Dayton sont à l'origine de tous les maux dont souffre la Bosnie. Un professeur de l'université de Sarajevo est allé jusqu'à les surnommer «Accords Frankenstein», les accusant d'avoir juridiquement consacré la politique de nettoyage ethnique avec la partition du pays en deux entités distinctes – la Republika Srpska et la Fédération bosno-croate.

Navenka Bodiroga était enceinte de plusieurs mois lorsqu'elle a quitté Sarajevo au début de la guerre. Elle s'est installée à Sabac, près de Belgrade, où elle gagne un peu d'argent en faisant de la couture à domicile. L'évocation de son pays natal lui fait monter les larmes aux yeux. "J'ai le mal du pays", confie-t-elle. Mais elle a décidé de prendre la nationalité serbe et de rester où elle est. "Dayton a été une catastrophe annoncée", résume-t-elle. Cet accord a certes mis un terme aux massacres mais, pour une Serbe comme elle, il est synonyme de débâcle et d'exil définitif.

CRAINTES ET ESPOIRS

IL SUFFIT DE SE PROMENER UN PEU en Croatie, en Bosnie et en Serbie pour toucher du doigt les contradictions de l'après-Dayton – les espoirs et les déceptions des rapatriés, le combat quotidien contre l'adversité, les amis retrouvés, les rancœurs héritées de la guerre, les craintes face un avenir incertain.

Dans la région de la Krajina, en Croatie, on raconte volontiers que les guerres qui ont fait implorer la Yougoslavie sont nées dans les collines et les vallées qui entourent Knin, la capitale régionale.

Les Croates sont encore bouleversés à l'évocation d'une certaine réunion de 1989, dans l'église orthodoxe Saint-Lazare, au cours de laquelle des prêtres et autres tribuns ont chauffé à blanc une foule de 60 000 Serbes à coup de discours nationalistes enflammés. "Nous avons alors compris que la guerre était inévitable" raconte un paysan.



Knin 2005 : leur retour.



DP/20747*2005

“Je pleure de joie depuis le premier jour. Je n’arrête pas de pleurer. C’est trop beau pour être vrai.”

— Un Serbe rentré en Croatie où il a trouvé une maison entièrement reconstruite et un petit-fils tout juste né.

DP/20795*2005

A l’époque, la Krajina était le fief des Serbes de Croatie, qui finissent par y proclamer la République de Krajina («Krajina» signifie zone frontalière) en 1991.

Comme on pouvait s’y attendre, ce coup de force déclenche un premier exode. Quelque 500 000 Croates et autres non-Serbes quittent la région devant l’avancée des soldats et miliciens serbes. Puis le vent tourne. En 1995, l’armée croate lance une contre-offensive surnommée Opération Tempête, qui contraint à l’exil près de 250 000 Serbes, à leur tour pris dans les chassés-croisés de populations qui touchent alors l’ensemble des Balkans.

Environ 40 000 des 120 000 Serbes que comptait la région de Knin seraient revenus, mais ils sont devenus ultra-minoritaires – 10% à peine de la population totale, contre 90% avant la guerre. Il y avait 600 000 Serbes dans l’ensemble de la Croatie. Ils ne sont plus que la moitié aujourd’hui.

Cette recomposition ethnique et le fait que peu de rapatriés veuillent retourner dans des régions où ils sont désormais minoritaires est une réalité aux conséquences difficilement prévisibles, mais présente un peu partout dans la région.

Et l’histoire individuelle des Croates, des Bosniaques et des Serbes illustre bien les succès et les difficultés inhérents à la région toute entière.

Sava et Nevenka Stojanovic se sont enfuis en Serbie en 1995. Leur maison a été rasée par l’armée croate. De retour dans le village deux ans plus tard, ils vivent dans une étable pendant trois ans. A l’époque, les aides ne manquent pas pour qui veut reconstruire son logement, mais aujourd’hui, crise économique oblige, toutes ces mesures ont été supprimées.

La maison de Boris Petko a également été rasée, mais elle a été reconstruite par l’Etat, comme 120 000 autres. Sa femme était déjà rentrée depuis quelques années,



DP/20853-2005

“Après la guerre, nous avons pour la première fois osé dire que nous étions Croates. Maintenant, nous avons de nouveau l'impression d'être une minorité.”
— Un Croate de la région de Knin se plaignant du pouvoir des Serbes.

Cette famille croate obligée de fuir Knin en 1991 s'est reconvertie avec succès dans la production de légumes maraichers après son retour.

mais B. Petko, d'origine serbe, a longuement hésité avant de la suivre dans une région où les Croates sont désormais en majorité. Finalement, il s'est décidé. A son arrivée, il a trouvé non seulement sa nouvelle habitation, mais aussi un petit-fils né quelques heures auparavant. Ses quatre vaches laitières rapportent à peine de quoi nourrir la famille, mais il est heureux : “Je pleure de joie depuis le premier jour. Je n'arrête pas de pleurer. C'est trop beau pour être vrai.”

Dusanka Jolic a eu moins de chance. Depuis son retour à Kovacic, elle vit comme tant d'autres Serbes dans un petit deux-pièces en sous-sol tandis qu'à quelques centaines de mètres un réfugié croate de Bosnie continue d'occuper son pavillon de deux étages. Le squatter a déjà démonté une partie de sa maison pour récupérer des matériaux de construction et chaque fois qu'elle réclame son bien, il menace de tout démolir. “J'ai fait ma demande de reprise de logement en 1998, raconte-elle, et j'attends toujours.” Les autorités croates refusent d'intervenir.

Perisa Mijakovac quant à lui, n'a ni travail ni logement, comme la majorité des ouvriers de la Krajina. Du temps du communisme, il était logé par l'Etat, mais des dizaines de milliers de personnes, dont lui, ont perdu ce privilège dans le chaos de la guerre. Le relogement de tous ces sans-abri est peut-être le problème numéro un de Zagreb aujourd'hui, même si l'on accuse ici et là les pouvoirs publics de traîner délibérément les pieds. En attendant, Perisa Mijakovac fait la navette entre la mai-

son de sa belle-mère à Ridjane et son lieu d'exil, ne sachant pas très bien si son avenir est en Croatie ou en Serbie.

Les problèmes de Robert Konforta sont d'un autre ordre. Ce Croate a quitté son pays en 1991 avant de revenir en 1995, au moment même où ses voisins serbes prenaient le chemin de l'exil avec leurs tracteurs et leurs remorques. Il appartient maintenant au groupe majoritaire, mais, bizarrement, le maire de sa ville est un Serbe, qu'il accuse d'entraver l'expansion de son petit commerce de primeurs. “Après la guerre, nous avons pour la première fois osé dire que nous étions Croates, explique-t-il. Maintenant, nous avons de nouveau l'impression d'être une minorité.” La remarque traduit un inquiétant ressentiment à l'heure où les souvenirs de la guerre sont encore si brûlants.

La récente commémoration du 10^e anniversaire de l'Opération Tempête a davantage souligné les sentiments ambivalents, les rancœurs et le profond fossé qui continuent de séparer tant de communautés.

Le Premier Ministre croate Ivo Sanader a déclaré que l'Opération Tempête avait été “un fait de libération glorieux et un tournant dans l'histoire du pays”, mais il a en même temps tendu une main conciliante aux Serbes de Croatie en ajoutant : “Nous devons tenir cette libération à l'écart des actes honteux commis contre les Serbes par la suite.”

Le Premier Ministre serbe Vojislav Kostunica a été encore plus clair : “La colonne des exilés, de Knin à

Un franc succès — mais il faut une pleine réussite

Le Haut représentant en Bosnie fait le bilan de dix ans de paix.

PAR PADDY ASHDOWN

EN JUILLET, J'AI ASSISTÉ À LA COMMÉMORATION DES DIX ANS de la fin du cauchemar de Srebrenica. Ce massacre entache encore la conscience de l'Europe. Mais par delà la douleur et l'effroi, Srebrenica respire l'espoir.

Chaque homme, chaque femme, chaque enfant revenu vivre dans cette ville martyre prouve à tout instant qu'au bout du compte, le mal ne triomphe pas. Ils incarnent la concrétisation d'un droit jamais encore exercé en Europe : le droit des réfugiés à retourner chez eux, non seulement à Srebrenica mais à travers toute la Bosnie-Herzégovine et dans l'ensemble des Balkans.

En 1945, l'Europe comptait cinq millions de personnes déracinées. Pratiquement aucune n'a regagné le lieu où elle vivait avant la Seconde Guerre mondiale.

En 1995, à l'heure de Dayton, il y avait plus de deux millions de réfugiés et de déplacés en Bosnie. Plus d'un million sont rentrés depuis. Un phénomène inimaginable durant ou juste après le conflit.

A l'époque, les rapatriements se heurtaient à deux grands obstacles : le traumatisme des expulsés et les menaces de ceux qui les avaient chassés. Dans un climat de non-dit et de chaos administratif, les institutions locales — police, municipalités, services sociaux — n'avaient ni la volonté politique ni les moyens administratifs, matériels et autres d'encourager les retours.

Mais le climat a radicalement changé à la faveur d'un lent processus d'amélioration, dont le limogeage des officiers de police et des fonctionnaires municipaux les plus récalcitrants.

Les retours se sont chiffrés en dizaines de milliers chaque année, puis en centaines de milliers au début du millénaire, même s'ils tendent à être moins nombreux depuis quelque temps.

A présent, nous sommes dans une nouvelle phase : l'obstacle majeur n'est plus d'ordre politique et administratif, mais relève plutôt de la grisaille du paysage économique.

Une nouvelle usine métallurgique vient de s'implanter à Srebrenica. Lors de son inauguration, j'ai insisté sur les bénéfices de cet événement qui permettrait de remplir les tiroirs caisses. J'ai fait observer que l'investisseur étranger n'avait pas apporté des capitaux par pure philanthropie, mais suite à une décision de saine gestion économique en misant sur la longue tradition sidérurgique de la région.

Main d'œuvre qualifiée, salaires compétitifs, monnaie stable, ressources abondantes et proximité des marchés ont été autant d'atouts qui ont décidé l'entreprise étrangère à s'implanter dans la région. Par ailleurs, cette combinaison de facteurs devrait sans doute attirer un nombre croissant d'investisseurs.

LA CONDITION SINE QUA NON

DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS créeront de nouveaux emplois, ce qui favorisera une amélioration du niveau de vie. Ce paradigme est au cœur du retour durable des réfugiés en Bosnie-Herzégovine.

Notre but, ce n'est pas de faire de la bienfaisance mais d'optimiser le potentiel économique de la région pour qu'il étaye le processus de rapatriement. La création d'emplois est le pilier de la prospérité, grâce à laquelle les retours pourront continuer.

Dans ce processus, le HCR maintiendra son rôle clé. Il a organisé le rapatriement des réfugiés après les Accords de Dayton et s'est assuré que la société démocratique moderne se mettant en place repose sur la réintégration des communautés et non sur une éternelle division intra-communautaire.

Le Haut Commissariat a fait preuve d'une remarquable capacité à adapter ses programmes et ses stratégies à des situations en permanente mutation. Dans un premier temps, il a fourni des abris, puis il s'est attaché à lever les obstacles juridiques et administratifs entravant un retour durable, notamment en ouvrant des centres d'information et d'assistance juridique qui ont déjà aidé plusieurs centaines de milliers de personnes.

L'HISTOIRE NE S'ARRÊTE PAS LÀ

RESTE UNE GRANDE PRIORITÉ : insuffler une vie économique dans les communautés de rapatriés de manière à ce que les retours soient viables. Il a fallu surmonter la désagrégation sociale et les discordes politiques, une lutte encore menée dans biens des endroits aujourd'hui.

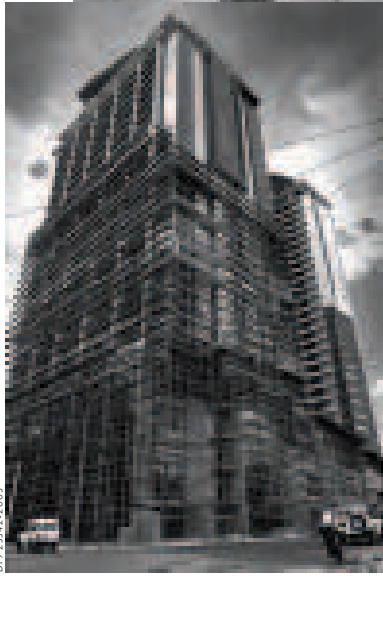
Pourtant où, sinon en Bosnie-Herzégovine, les victimes de guerre ont-elles pu récupérer leurs biens à une si grande échelle ?

Le processus des retours a été un franc succès. Mais il ne sera synonyme de pleine réussite que lorsque toutes celles et tous ceux qui veulent rentrer au pays en auront la possibilité.

DP/23318*2005



DP/21440*2005



DP/23342*2005



DP/23387*2005



DP/23371*2005



Sarajevo aujourd'hui

LA RENAISSANCE D'UNE VILLE

Supermarchés flambants neufs, affiches rutilantes, gratte-ciels, nouveaux tramways, rues animées...

DP/23497*2005

DP/23594*2005

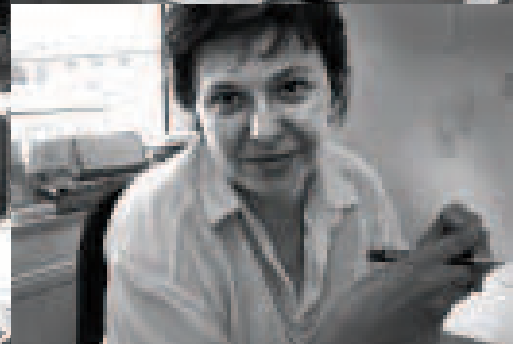


DP/23351*2005



DP/23609*2005

DP/22603*2005



DP/21304•2005

DP/21310•2005
DP/21315•2005

Reconstruire en Republika Srpska.

Dans toute la Bosnie, des avocats de Vasa Prava sont à l'écoute de personnes en détresse et leur prodigent des conseils.

Belgrade, a été la cible d'un crime horrible et ignoré, la plus grande opération de nettoyage ethnique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dix ans après la tragédie, la justice n'est pas encore passée et la vérité n'est toujours pas admise."

LE FIEF DES SERBES DE BOSNIE

DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA FRONTIÈRE, EN BOSNIE, les forces serbes entreprennent en 1992 de «nettoyer» entièrement Kozarac et les villages voisins de leur population musulmane, pour créer une terre ethniquement «pure» pour la Republika Srpska et sa capitale Banja Luka.

Des milliers d'hommes sont enfermés dans les tristement célèbres camps de concentration d'Omarska et Keraterm. D'autres sont tués puis jetés dans les puits des mines voisines dont on extrait encore chaque jour de nouveaux cadavres. Les habitations et les mosquées sont systématiquement rasées.

En 1999, RÉFUGIÉS s'est rendu sur place. A l'époque, les efforts pour encourager le retour des Bosniaques semblaient voués à l'échec face à la résistance farouche des Serbes locaux les plus fanatisés.

«Kozarac pourrait être un instantané des pires bombardements de la Seconde Guerre mondiale», lira-t-on dans le magazine par la suite. «Presque toutes les habitations ont été détruites. La végétation menace d'envahir les ruines de cette ville fantôme. Avant le conflit, 16 500 Bosniaques relativement aisés y vivaient. Seules cinq familles sont revenues.»

Le tableau est nettement plus souriant aujourd'hui. Environ 90% des logements ont été reconstruits, et 7000 Bosniaques sont de retour. C'est encore trop peu, certes, mais les rapatriés musulmans sont assez confiants; ils ont réclamé des centaines de corps oubliés dans les fosses

communes et les puits des mines afin de les enterrer au cimetière.

Le flux des retours s'est encore amenuisé durant les deux dernières années, mais la reconstruction de la Bosnie est une tâche colossale dont on peut mesurer la difficulté non loin de Prijedor, dans le local exigu d'un bureau d'avocats qui abrite le siège régional d'une organisation appelée «Vasa Prava» (*Vos droits*).

Ce réseau national de défense des droits de l'homme, créé avec l'appui du HCR, a aidé bénévolement au moins 300 000 personnes à régler toutes sortes de problèmes — récupération de biens, rapatriement en Croatie, affaire de divorce ou obtention d'un permis de travail.

«Je reçois 20 à 30 personnes par jour, explique Snjezana Cepic. Et nous avons de plus en plus à faire. Malheureusement, les gens auront besoin de nos services pendant des années.»

Udo Janz, qui représentait récemment encore le HCR en Bosnie, estime que la création de Vasa Prava a été l'une des initiatives les plus utiles et importantes du Haut Commissariat dans les Balkans: «Sans Vasa Prava, nous n'aurions jamais réussi à ramener des milliers de gens chez eux. Ce projet a été une formidable réussite.»

L'HORREUR ABSOLUE

LE FANATISME RELIGIEUX ET ETHNIQUE à l'origine de la tragédie de Srebrenica prend sa source à des lieues de cette ville martyre, quelque part à l'entrée de la vallée de Srebrenica, dans un village où vers la fin de la guerre des extrémistes ont érigé une église orthodoxe dans le jardin d'une musulmane — une provocation apparemment délibérée.

Cette femme s'est rebellée mais elle a été accusée d'attiser la haine religieuse et ethnique.

Des fanatiques religieux ont érigé
dans le jardin d'une musulmane — une provocation
rebellée mais elle a été accusée



DP/21420-2005

Ironie de l'Histoire : c'est à ce même endroit, en 1995, que les forces serbes ont trié les Bosniaques, femmes d'un côté et hommes de l'autre, avant de passer toute la population masculine par les armes.

Petite scène vue récemment un peu plus loin dans la vallée : des ouvriers s'activent pour ériger une croix en béton haute de sept mètres commémorant le meurtre de 49 Serbes par des milices bosniaques le 7 janvier 1993, jour du Noël orthodoxe. "Personne ne se souvient des victimes serbes", lâche avec amertume un maçon, faisant clairement allusion aux cérémonies prévues le lendemain pour marquer le jour anniversaire du massacre de près de 8000 hommes et adolescents à Srebrenica, à quelques kilomètres de là.

La destruction du pont de Mostar a immédiatement soulevé un tollé et la condamnation unanime de la guerre, mais il a fallu attendre 2005 – dix ans après les faits – pour que les dirigeants serbes et les grands de ce monde reconnaissent le degré d'horreur du massacre de Srebrenica et admettent publique-

ment leur rôle peu glorieux dans cette tragédie.

Des dizaines de milliers de personnes –hommes d'Etat, diplomates, président serbe et proches des victimes – se seront retrouvées devant l'usine de fabrication de batteries désaffectée où, sous le regard impuissant de quelques soldats de l'ONU, les hommes ont été séparés des femmes et envoyés à la mort, pour assister à l'inhumation solennelle de 600 dépouilles dans le cimetière où reposent déjà 1326 autres victimes. Il reste encore beaucoup d'autres corps à exhumier ou à identifier.

Au nom de la religion :

Les corps de victimes musulmanes ont été transférés et enterrés à Kozarac.

L'emplacement de cette église a réveillé des douloureux souvenirs.

Hommage aux victimes serbes, près de Srebrenica.



DP/21762-2005

DP/21788-2005

une église orthodoxe apparemment délibérée. La propriétaire s'est d'attiser la **haine religieuse et ethnique.**



DP/21966-2005

Hafiza Hodlic :
comment oublier ?

L'obélisque en marbre érigé sur le site du mémorial appelle à la sagesse :

*Puissent les griefs devenir espoir
Puisse la revanche devenir justice
Puissent les larmes des mères devenir prière
Ce Srebrenica
Personne et nulle part plus jamais
Ne le vivra*

Beaucoup de gens n'en sont pas si sûrs. Quelque 4000 Musulmans seulement sont rentrés en Bosnie, alors qu'ils étaient près de 28 000 avant la guerre.

"J'ai pleuré pendant des mois", confie Hafiza Hodlic, 58 ans, dont le mari et les fils ont été pris dans une rafle à Srebrenica et dont elle est sans nouvelles depuis. "Je n'ai plus de larmes. Mais j'espère toujours les voir revenir un jour."

Sa fille Merima Mustafic a récemment vu une vidéo montrant des soldats serbes tuant six hommes ar-

rêtés à Srebrenica, la première preuve visuelle de la réalité du massacre. Les victimes n'étaient pas de la famille, mais la jeune femme a été tellement bouleversée qu'elle a dû être transportée à l'hôpital. Des semaines plus tard, ces images continuent de la hanter.

"Je veux seulement me rappeler combien nous avons été heureux ici", dit sa mère après une énième visite infructueuse à la mairie où elle tente d'obtenir une aide pour reconstruire sa maison éventrée. "C'est ma seule raison de vivre."

Les femmes du centre d'hébergement de Jezevac ont eu un peu plus de chance qu'Hafiza Hodlic. Elles ont pu identifier et récupérer les corps de leurs disparus. "Au moins, nous savons où sont leurs os, c'est déjà bien", dit l'une d'elles. Pourraient-elles de nouveau cohabiter avec les Serbes ? La réponse est unanime : "Jamais ! On se méfie d'eux, et c'est réciproque. Comment pensez-vous que nos fils vont réagir quand ils apprendront que leur père a été tué par nos voisins ? Ils n'oublieront jamais."

Le mot qui revient le plus souvent à propos

UN AVENIR POUR SARAJEVO

A SARAJEVO, LES VIEUX TRAMS ROUILLÉS circulent de nouveau sur le boulevard central surnommé «allée des snipers» durant le siège, quand seuls les véhicules blindés s'y aventuraient. Les baraquements où vivaient les réfugiés ont été reconvertis en une rutilante usine Coca Cola.

Le soir venu, des familles et des couples d'amoureux envahissent les trottoirs, les restaurants et les bijouteries des vieux quartiers turc et autrichien. Les expositions de photos organisées dans les salles aux murs encore calcinés de la célèbre bibliothèque de Sarajevo sont très courues.

Les hypermarchés flambant neufs font le plein, mais, à un passage piéton particulièrement fréquenté, une petite flamme qui brûle jour et nuit rappelle qu'un obus est tombé à cet endroit précis, en février 1994. Bilan : 68 morts et 200 blessés.

Sur les collines avoisinantes, le cimetière juif, autrefois en pleine ligne de front, a retrouvé sa quiétude. On commence à le remettre en état mais des tombes continuent d'être profanées par quelques vandales.

Sarajevo était autrefois une ville brillante et cosmopolite. Certains Serbes sont retournés habiter dans

les banlieues, mais ceux qui avaient un logement ou un magasin au centre-ville préfèrent le plus souvent vivre en Serbie ou plus loin encore, quitte à revenir dans leur ancien quartier de temps à autre.

Depuis que les mesures les plus restrictives ont été levées, les voyages sont plus faciles, ce qui permet à des centaines de milliers d'exilés de venir voir leurs familles, amis ou voisins et de maintenir ainsi des liens avec leur passé, signe encourageant pour l'avenir.

Justement, le mot qui revient le plus souvent à propos des Balkans est celui de «continuité» : à présent, il faut consolider et intensifier les progrès de ces dix dernières années et régler pour de bon la question des réfugiés dans l'ensemble de la région – le Kosovo demeurant une exception – avant la fin de 2006.

«Il y a quelques années, la plus grande préoccupation c'était la sécurité, encore et toujours la sécurité, résume Udo Janz. Aujourd'hui, c'est l'économie, c'est ridicule.»

Malgré un gigantesque programme de reconstruction, le paysage demeure défiguré par les dinosaures de



La synagogue de Sarajevo, aujourd'hui restaurée, était en première ligne des affrontements durant le siège de la capitale.

l'ère industrielle de l'avant-guerre : mines, centrales électriques et briqueteries qui employaient l'essentiel de la main-d'œuvre.

Un certain nombre de nouveaux secteurs ont vu le jour. Le HCR et d'autres organisations ont encouragé les créateurs de petites entreprises. Mais les rapatriés et les exilés qui hésitent encore à retourner au pays pensent presque tous que l'emploi est la clé de la prospérité future de la région.

Le Croate Franjo Majjjevic, 71 ans, est retourné vivre en Republika Srpska en 1998. Tout en reconnaissant que les minorités ne sont pas inquiétées, il déplore la crise de l'emploi. «L'avenir n'est pas brillant. Les mines de charbon sont fermées. La fonderie a disparu. La communauté se meurt.»

A l'autre bout du pays, le Serbe Vidak Dujkovic, 69 ans, est rentré dans son village près de Tuzla, mais son champ est plein de mines, il n'a pas de téléphone et n'a l'eau courante qu'un jour sur deux. Sa question porte à réflexion : «Peut-on survivre ici ? Il n'y a pas de travail. Alors on mange quoi ? Les murs et le toit de la maison ?»

Marjana Andzic et son mari ont déménagé dix fois après leur fuite de Bosnie. Ils viennent d'acheter un pavillon près de Knin, en Croatie. Aimerais-elle retourner un jour dans son pays natal ? «Bien sûr, répond-elle sans hésiter. Mais il n'y a pas de travail, ni pour nous, ni pour nos enfants. C'est donc impossible.»

Si Paddy Ashdown pense que le pays a déjà accompli un miracle, il est assez réaliste pour savoir que le climat économique qui prévaut aujourd'hui pourrait réduire à néant une partie du travail accompli, et que la route du relèvement est encore longue.

«On oublie souvent qu'il faut beaucoup, beaucoup de temps pour panser les plaies des sociétés dévastées par la guerre», disait-il encore récemment. La cicatrisation est bien plus longue qu'on ne le pense. Alors, patience.» ■

des Balkans est celui de «continuité».

Où en est le KOSOVO ?

L'AVENIR INCERTAIN D'UNE PROVINCE FRAGILISÉE

LA DÉCEPTION ET l'amertume sont encore à vif. "Nous avons beaucoup d'espoir, mais maintenant c'est fini", confie Dragisa Petkovic, 37 ans. "Nous pensions rentrer chez nous au bout de deux ou trois jours, mais maintenant nous réalisons que nous ne partirons peut-être jamais d'ici."

"La simple pensée de retourner là-bas me donne froid dans le dos, ajoute Danijela Stanojevic. Il faut beaucoup de courage, de volonté et de patience pour vivre comme ça", murmure-t-elle en parcourant du regard la pièce minuscule qu'elle partage avec son mari et ses deux enfants.

Une jeune femme de 21 ans qui vit dans le même centre d'accueil laisse éclater sa colère et son impuissance : "Les gens n'arrêtent pas de venir nous poser des questions. Ils nous font remplir des questionnaires et promettent de l'aide. Résultat ? On vit ici depuis six ans et on n'a rien. A qui la faute ? A l'OTAN. Tout ce qui nous arrive, c'est à cause de l'OTAN."

Début 1999, après un mois de tensions croissantes, près d'un million de Kosovars d'ascendance albanaise ont dû fuir ou ont été expulsés manu militari du Kosovo, la province méridionale de ce qui s'appelait encore la Yougoslavie (la Serbie-et-Monténégro aujourd'hui).

La communauté internationale intervient et, trois mois plus tard, par l'un de ces revirements spectaculaires de l'histoire, les forces de l'OTAN se déploient au Kosovo, suivies par les expulsés de la veille qui reviennent massivement dans leurs villes et villages.

Les soldats et les policiers serbes se retirent de la province après la signature du plan de paix, entraînant dans leur

sillage plus de 200 000 Kosovars d'origine serbe, rom ou autre (lire page 29), inquiets à la perspective d'éventuelles représailles de la part de la population albanaise.

La mission de l'administration intérimaire des Nations Unies (MINUK) gère le Kosovo en attendant la tenue des élections et la mise en place des institutions administratives et politiques. Elle exhorte les populations déplacées à revenir pour prendre part aux décisions qui vont déterminer l'avenir de la province.

A ce jour, pourtant, Dragisa Petkovic, Danijela Stanojevic et la grande majorité des autres déplacés – environ 226 000 –



DFP/24302-2005

continuent de vivre dans un vide juridique en Serbie-et-Monténégro. La sécurité et les perspectives d'avenir au Kosovo ? Ils n'y croient pas trop. Mais ils n'ont guère de possibilités de reconstruire leur vie ailleurs.

"J'y suis retournée en visite, confie Danijela Stanojevic, mais chaque fois que je franchis la frontière, j'ai les jambes qui flageolent tellement j'ai peur."

RETOUR OU NON RETOUR ?

QUELQUE 13 000 SERBES ET MEMBRES d'autres minorités sont pourtant retournés au Kosovo, malgré un contexte politique, économique et social particulièrement sombre.





La cathédrale serbe de Mitrovica (ci-dessus). Danijela Stanojevic se demande quel sera son avenir (à gauche). Kosovo : enfants de la guerre et soldats de la KFOR (ci-dessous).



“Nous pensions rentrer chez nous au bout de deux ou trois jours, mais maintenant nous réalisons que nous ne partirons peut-être jamais d’ici.”

Comme presque toute la région des Balkans, le Kosovo est confronté à une crise économique et au chômage à grande échelle.

La composition ethnique et la répartition de la population a changé du tout au tout. Les Kosovars d'ascendance albanaise sont très largement majoritaires (90% de la population) et à l'exception de

Mitrovica, la population d'origine serbe a déserté les centres urbains.

En mars 2004, à peine lancé, le projet de rapatriement fait descendre dans la rue 50 000 Kosovars albanais ivres de colère. Il y a au moins dix-neuf morts. Des milliers de Serbes sont chassés de chez eux, des centaines d'immeubles et d'églises sont détruits.



Quelles promesses d'avenir pour ces petits rapatriés serbes ?

DP/24869*2005

Quelque 13.000 Serbes et membres d'autres minorités, sont retournés au Kosovo, malgré un contexte politique, économique et social particulièrement sombre.

Des incidents isolés éclatent par la suite. Des émeutiers prennent d'assaut la très multiethnique localité de Svingare, dans le nord de la province. Les troupes de la KFOR, stationnées non loin de là, sauvent des centaines d'habitants, mais ne peuvent empêcher la mise à feu de 135 maisons serbes.

L'Etat a rapidement reconstruit les principaux immeubles, mais seul un tiers des Serbes sont revenus – et ils se méfient énormément des Albanais. “Ils ont aidé les voleurs à piller et détruire nos maisons”, affirme un paysan qui vient de se réinstaller chez lui. “Si les soldats de la KFOR partaient, la vie serait très, très difficile”, affirme-t-il. D'ailleurs, ses proches n'osent toujours pas passer la nuit sur place. Mais son voisin tient à ajouter que lui, il ne repartira pas, “quoi qu'il advienne”.

L'église orthodoxe de Mitrovica-sud, en plein quartier albanais, a été protégée pendant plusieurs années par des soldats du contingent grec de la KFOR. En 2004, elle a été entièrement pillée. Il y a quatre ans, Slobodanka Nojic, l'épouse d'un des popes qui y officiait, confiait à RÉFUGIÉS: “J'ai trop peur. Et si on essayait de sortir

seuls, on serait enlevés ou tués. Jamais on ne reviendrait dans cette maison.”

Ses craintes étaient fondées. Aujourd'hui, les popes et leurs familles ont tous pris la fuite et l'église est cadennassée et à l'abandon.

Un bref séjour dans l'enclave serbe de Slivovo, quatre ans après une première visite, illustre bien l'état d'esprit qui règne dans les huit villages de ce petit coin du Kosovo, d'une beauté tranquille rappelant la Suisse des cartes postales.

Contrairement à la plupart de ses voisins, Miro Pavic n'est pas parti en 1999. Il a continué à cultiver son blé, son maïs et ses fruits, à s'occuper de son bétail. “Je vis dans une cage dorée au milieu de mes légumes”, dit-il.

A l'époque où les soldats du contingent suédois de la KFOR étaient stationnés à proximité, Slivovo faisait partie de la dizaine de villages considérés comme assez sûrs pour autoriser le retour des minorités. “Cette présence internationale était absolument essentielle. Vivre sans elle, c'était impensable”, explique-t-il.

Les Suédois sont partis. Et il ne s'est rien passé. Miro Pavic travaille dans la ville d'à côté. Pourtant, seuls quelques

dizaines d'autres Serbes sont revenus à Slivovo – et ils restent sur leurs gardes. Comme l'a dit un paysan de 75 ans, “ici, tout se passe bien, mais je ne quitte pas le village, car ailleurs il y a plus de problèmes”.

Plusieurs initiatives ont été prises depuis 1999 pour maintenir le calme dans la turbulente province, mais il y a encore un long chemin à faire.

Ainsi, il reste beaucoup d'endroits où la situation est tellement instable que le HCR ne peut encourager activement et officiellement le retour des minorités déplacées.

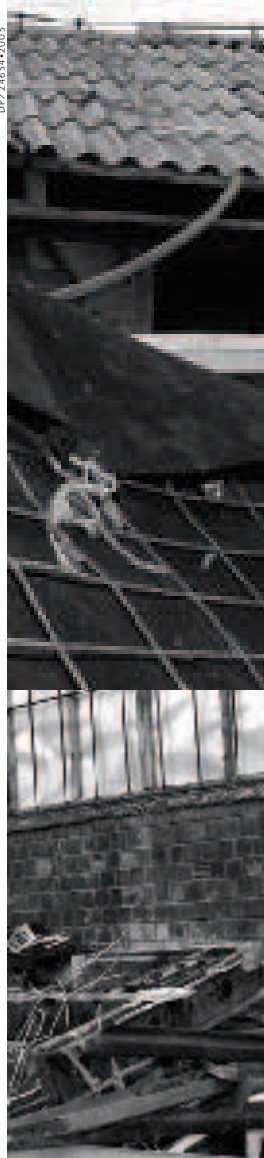
Dans l'un de ses rapports, le très respecté

International Crisis Group préconise le renforcement des institutions gouvernementales, “faute de quoi le Kosovo risque fort d'être de nouveau déstabilisé, avec tout ce que cela implique pour celles et ceux qui se sont investis dans l'édification d'un avenir européen pour les Balkans”.

La sortie de crise se heurte à un dilemme apparemment insurmontable puisque, après des années d'humiliations de la part des autorités de Belgrade, les Albanais du Kosovo exigent maintenant l'indépendance de la province. Une telle issue empêcherait sans doute le retour de beaucoup de déracinés, et entraînerait certainement de nouveaux exodes. Le gouvernement serait favorable à ce qu'un humanitaire appelle “une solution à mi-chemin entre autonomie et indépendance pure et simple” – une formule que beaucoup d'Albanais rejetteraient probablement.

Et l'avenir ? “On a le choix entre deux scénarios : l'impasse ou la catastrophe”, résume-t-il. ■

DP/24654*2005



DP/24533*2005

“Pourquoi on ne nous aide pas?
Pourquoi on ne sauve pas
nos enfants?”



Les Roms, minoritaires dans la province, attendent toujours...

LES ROMS DU KOSOVO

L'ENFER RESSEMBLE PEUT-ÊTRE à cela : des cabanes misérables bricolées à la va-vite avec les moyens du bord – bouts de bois, cartons, bâches en plastique, tôles et parpaings. Des conteneurs en guise de latrines. Des enfants qui pataugent dans des flaques d'eau boueuse et fétide à deux pas d'une briqueterie

abandonnée et d'un tas de résidus de plomb hautement toxiques. Et, charriée par le vent, une poussière grasse et noirâtre qui colle à la peau, aux dents, aux vêtements, qui souille les aliments et se glisse sous les portes.

Voilà des années maintenant qu'une mine de plomb désaffectée pollue les sols et les eaux de Mitrovica, dans le nord du

Kosovo. Une catastrophe écologique, selon les termes mêmes des autorités sanitaires internationales, pour les quelque 500 Roms installés dans des camps de fortune aux alentours.

Les Roms, de même que les Ashkali et les «Égyptiens» qui leur sont apparentés, font partie du paysage des Balkans depuis des siècles, mais au moment de



DP/21918+2005

Retourner à Gnjilane.

l'insurrection kosovare de 1999, des milliers d'entre eux ont dû fuir le Kosovo en même temps que plus de 200 000 Serbes avec lesquels on les accusait de collaborer (voir page 26).

Beaucoup ont trouvé refuge en Serbie même et dans les pays avoisinants, mais d'autres ont été hébergés dans des campements provisoires. Ils devaient y rester quelques semaines tout au plus. Six ans plus tard, ils y sont toujours, et pour les Roms de Mitrovica en particulier, l'attente devient une question de vie ou de mort.

En 2004, l'Organisation mondiale de la santé a voulu mesurer l'intoxication due au plomb parmi les enfants roms, mais les taux relevés étaient si effarants que les appareils ne parvenaient plus à en faire une lecture précise. Depuis, certains enfants sont sans doute morts, d'autres souffriraient de pertes de mémoire, vomissements et convulsions. Les experts parlent de scandale et d'abomination, et les Roms, inquiets, se sentent plus que jamais perdus et impuissants.

“Quand je regarde ma fille, j'ai envie de mourir”, confiait récemment une jeune mère hébergée dans le camp de Zitkovac. “Cette poussière la tue. Elle peut à peine marcher.” Et Habib Hajdini, le porte-parole du camp, de s'interroger tout haut : “Doit-on croire les résultats ? Et s'ils sont exacts, alors pourquoi on ne nous aide pas ? Pourquoi on ne sauve pas nos enfants ?”

VITE, UNE VRAIE MAISON

LE HCR ET D'AUTRES ORGANISATIONS demandent depuis plus d'un an que ces Roms soient immédiatement relogés ailleurs. En vain. Inertie, indifférence, changement de priorités politiques, intrigues diverses sont autant d'éléments qui bloquent le dossier.

Les Roms eux-mêmes n'ont guère envie d'aller s'installer ailleurs que là où ils vivaient jusqu'en 1999, en l'occurrence à quelques kilomètres seulement, dans un quartier de Mitrovica appelé Roma Mahalla, qui abritait l'une des plus importantes et prospères communautés roms des Balkans.

Mais pendant « les événements », les 6000 habitants de Mahalla ont pris la fuite et les Kosovars d'origine albanaise, qui avaient dû faire de même quelques mois seulement auparavant, ont incendié et détruit toute l'enclave pour se venger.

Roma Mahalla reste déserté, hormis pour quelques rôdeurs en quête de butin. Mais on parle de reconstruction. Si tout va bien, les travaux pourraient



DP/23004+2005

commencer dans quelques mois. En réalité, il faudra bien plus longtemps pour que les Roms puissent retourner dans leur ancien quartier.

Pendant que les Roms de Mitrovica attendent, quelques autres ont réintégré les logements qu'ils occupaient au Kosovo avant la guerre. Fin 2004, le Comité américain pour les réfugiés a achevé la première phase de réhabilitation du quartier rom d'Abdullah Presheva à Gnjilane, et 114 des 2500 premiers habitants s'y sont réinstallés.

Seize personnes d'une même famille sont revenues dans le village de Radivojce en avril. Leur nouvelle petite habitation de deux étages est en



Roma Mahalla, jadis prospère...

DP/24574+2005



“Nous avons été **très bien** accueillis ici. Nous n'avons eu aucun problème.”

construction. En attendant, tout le monde – du bébé de 18 mois au patriarche de 74 ans – vit dans une cabane faite de bois et de bâches en plastique fournies par le HCR.

Tous leurs voisins sont des Albanais, mais le grand-père est optimiste et pense qu'avec son métier de forgeron il se débrouillera très bien dans cette région rurale.

“Nous avons été très bien accueillis ici. Nous n'avons eu aucun problème. Nous n'avons rien fait de mal. Alors, pourquoi ne pas revenir ? Je n'ai rien à me reprocher, et ici c'est chez nous.”

Voilà un sentiment que tous les Roms du Kosovo aimeraient bien partager. ■



Tromper la misère et l'ennui.

07/2449/2005



Sarajevo :
flamme éternelle en hommage aux victimes
de la guerre.